

**Arrêté préfectoral portant abrogation
de l'arrêté portant mise en demeure du 10 décembre 2024
Société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL
Commune de Longueil-Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu les actes administratifs applicables à la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL pour réglementer le fonctionnement du site qu'elle exploite sur la commune de Longueil-Sainte-Marie, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2024 mettant en demeure la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL, sur la commune de Longueil-Sainte-Marie, de :

- respecter les dispositions de l'article 13.3 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 29 septembre 1987 susvisé en respectant les valeurs limite d'émission de concentration de poussières fixée à 30 mg/Nm³.
La démonstration du respect de ces dispositions repose sur la présentation d'un rapport d'analyses des émissions atmosphériques aux résultats conformes ;
- respecter les dispositions de l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé en abaissant la hauteur des tas sous le repère visuel fixé à 30 cm du haut de la paroi de séparation des cases ;

Vu le rapport de mesure des rejets atmosphérique n°134385527-001-1 du 14 janvier 2025, sans observation, établi par la société APAVE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du 26 mars 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 6 mars 2025, l'inspection a constaté que l'ensemble des tas d'engrais se situait bien sous le repère visuel fixé à 30 cm du haut de la paroi de séparation des cases ;
2. La prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 susvisé est respectée ;
3. Par mail du 4 février 2025, l'exploitant a transmis le rapport de mesures des rejets atmosphérique n° 134385527-001-1 du 14 janvier 2025, établi par la société Apave. Ce rapport ne comporte pas d'observation et rend compte des dernières mesures de concentrations de poussières ;
4. La valeur limite d'émission de concentration de poussières est fixée à 30 mg/Nm³ ;
5. D'après le rapport susvisé, la concentration moyenne mesurée dans le refroidisseur est de 0,53 mg/m³ et celle mesurée dans le sécheur est de 3,01 mg/m³ ;
6. La valeur limite d'émission de concentration de poussières fixée à 30 mg/Nm³ est donc respectée ;
7. La société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL a répondu à toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 ;
8. Compte tenu de ces éléments, il y a eu lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 décembre 2024 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1er :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2024, portant mise en demeure et délivré à la société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL, exploitant une usine de fabrication d'engrais sur la commune de Longueil-Sainte-Marie, sont abrogées.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Longueil-Sainte-Marie pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Longueil-Sainte-Marie fait connaître, par procès verbal adressé au Préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Longueil-Sainte-Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France et l'inspectrice des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **10 AVR. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général



Frédéric BOVET

Destinataires :

Société COMPAGNIE DES ENGRAIS DE LONGUEIL

Monsieur le Sous-Préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de la commune de Longueil-Sainte-Marie

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

